

Johnson & Johnson a critiqué le verdict de 4,7 milliards de dollars pour la poudre de bébé contenant de l'amiante

par **Walter Einenkel**

Daily Kos Staff, 13 juillet 2018

<https://www.dailykos.com/stories/2018/7/13/1780273/-Johnson-Johnson-slammed-with-4-7-billion-verdict-for-asbestos-laced-talc-powder>

Johnson & Johnson a été frappé par de multiples poursuites judiciaires récemment, entourant ce qu'ils savaient et ne savaient pas sur le contenu de leur fameuse « poudre de bébé », et sa relation potentielle avec le cancer du col de l'utérus et de l'ovaire. Il y a plus de 9 000 poursuites similaires en cours actuellement. Des jugements importants ont été prononcés, affirmant que Johnson & Johnson doit des centaines de millions de dollars aux femmes qu'ils ont, en effet, empoisonnées. Actuellement, Johnson & Johnson fait face au verdict le plus vaste à son encontre, à ce jour. Une décision d'un montant conséquent de 4,7 milliards de dollars qui vient d'être transmise à 22 femmes.

Le verdict massif de jeudi a été rendu dans la cour de circuit de la ville de St Louis. Il comprenait 550 millions de dollars en dommages-intérêts compensatoires et 4,14 milliards de dollars en dommages-intérêts punitifs. [...]

Les femmes et leurs familles ont déclaré que l'utilisation de poudre de bébé et d'autres produits de talc à des fins esthétiques pendant des décennies a causé leurs maladies. Elles allèguent que l'entreprise savait que son talc était contaminé par l'amiante depuis au moins les années 1970, mais qu'elle n'a pas averti les consommateurs des risques.

Johnson & Johnson a publié une déclaration stipulant qu'ils étaient "profondément déçus" par le verdict, et a promis de faire appel du verdict. Savez-vous ce qui est plus "profondément" décevant ? Etre atteinte d'un cancer du col de l'utérus ou de l'ovaire en utilisant un produit commercialisé car il est assez doux pour être utilisé sur les nourrissons. Johnson & Johnson a obtenu beaucoup de succès en faisant appel à des verdicts au cours des dernières années ; les cours d'appel ont utilisé les limites de la Cour suprême pour définir quelles responsabilités personnelles ont les grandes entreprises. Mais, à un moment donné, il est difficile de croire que la Cour suprême ne sera pas mise en présence d'une autre de ces affaires.